

Newsletter N° 52 - Décembre 2018

La e-Newsletter de l'ASBL Plateforme des collectivités locales ACP est un bulletin électronique d'informations produit tous les trois mois par la Plateforme des collectivités locales ACP (ACPLGP - ACP Local Government Platform). L'éditeur de cette newsletter invite les lecteurs à faire des commentaires et fournir des informations sur la question des collectivités locales au niveau de leurs organisations, des autorités locales et de leur pays. Toutes les précédentes éditions de la newsletter sont accessibles sur le site web de la Plateforme www.acplgp.net (allez à 'Nouvelles', puis 'Bulletin d'information de la Plateforme'). Pour ceux qui veulent s'informer sur la Plateforme et son histoire, veuillez visiter le site web de la Plateforme www.acplgp.net (allez à 'La Plateforme ACPLGP', puis 'Historique', 'Etablissement de la Plateforme' et 'Future orientation'). La Newsletter N 23 est une édition spéciale célébrant le 10^{ème} anniversaire de la Plateforme.

Appels à propositions de la CE : ouverts/prévus

Divers appels à proposition de la CE ouverts/prévus concernant des programmes qui peuvent intéresser les collectivités locales ACP sont visibles sur <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome>

Acteurs non-étatiques et Autorités locales

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Papouasie Nouvelle Guinée	12/02/2019	5.400.000	EuropeAid/161036/DD/ACT/PG

Sécurité alimentaire

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Madagascar	ouvert	1.700.000	EuropeAid/134180/M/ACT/MG

IEDDH : Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Tous pays	22/01/2019	15.000.000	EuropeAid/161042/DH/ACT/Multi
Papouasie Nouvelle Guinée	ouvert	295.000	EuropeAid/131030/L/ACT/PG

Divers domaines dans les pays ACP

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Ouganda	29/01/2019	1.950.000	EuropeAid/161845/IH/ACT/UG
Tous pays ACP	ouvert	7.000.000	EuropeAid/130741/D/ACT/Multi
Ile Maurice	ouvert	56.000.000 (MUR)	EuropeAid/134113/M/ACT/MU

Si vous avez besoin d'une assistance pour répondre à un appel à propositions de la CE faites-le savoir à la Plateforme ACPLGP en envoyant un email à platform@acplgp.net qui se fera le plaisir de vous assister à vous enregistrer dans le système PADOR, trouver des partenaires, vérifier votre proposition, etc. Vous êtes également encouragés à lire l'article « Comment écrire un bon projet » sur notre site www.acplgp.net

Nouvelles de la Plateforme ACPLGP

Les réunions extraordinaires de l'Assemblée générale (A.G.) et du Conseil d'administration de la Plateforme ACPLGP se sont tenues à Bruxelles le 22-23 octobre 2018. Ci-après sont les conclusions et décisions des réunions :

Plateforme ACPLGP - le chemin parcouru à ce jour

L'A.G. a retracé la base de la création de la Plateforme depuis l'événement de 1994 et a reconnu le rôle positif joué et les contributions apportées par diverses organisations à sa croissance. L'A.G. a également reconnu et témoigné sa gratitude envers le rôle de pionnier joué par Mr Katiza comme père fondateur de la Plateforme. L'A.G. a également pris note :

- Qu'AULA commença à plaider pour l'inclusion des collectivités locales dans la coopération ACP-UE en 1994 et en mai 1994 AULA commença sérieusement à organiser des consultations sur l'établissement de la Plateforme. Cet établissement a par la suite été aidé par le séminaire de décembre 1999 à Bruxelles organisé par la Commission européenne (CE) et le Secrétariat ACP sur comment renforcer le partenariat entre la CE et les collectivités locales des ACP et de l'UE. Une des majeures conclusions du séminaire était d'établir graduellement une Plateforme inclusive et opérationnelle pour représenter les intérêts des collectivités locales dans la coopération ACP-UE. AULA a été mandatée à préparer les bases pour l'établissement de la Plateforme.
- Qu'en février 2001 AULA organisa un atelier à Harare auquel ont participé les membres d'AULA, PDM (représentant l'Afrique de l'ouest et centrale), MDP-ESA (représentant l'Afrique de l'est et australe) et ECDPM pour produire la structure de la Plateforme. En mai 2001 durant la 35^e Conférence mondiale des collectivités locales [IULA] à Rio de Janeiro - une réunion générale des délégués ACP a formellement établi la Plateforme des collectivités locales ACP. Toutefois son établissement officiel en droit belge eut lieu seulement en octobre 2006.
- Que depuis 2001 la Plateforme a organisé diverses réunions entre les associations de collectivités locales ACP et également diverses tournées de consultations avec les responsables de l'UE (CE, Parlement européen, Comité économique et social européen, etc.) et des ACP (Ambassadeurs ACP, Secrétariat ACP, etc.).

- Qu'en matière de financement, en 2004 la Plateforme a reçu un financement initial de DFID [Département pour le développement international - RU], ensuite en 2008 un financement de DED [le Service allemand de développement] à Harare et en 2009/2010 un financement ACP-UE à travers le programme ARIAL aidant à renforcer les capacités et les ressources des associations de collectivités locales ACP tant au niveau national, régional que tout-ACP-UE.
- La Plateforme a aussi fourni des services continus aux membres pour les aider à répondre aux appels à propositions de l'UE.
- La Plateforme a également énormément bénéficié de l'assistance de son partenaire ECDPM depuis le début.

L'A.G. a reconnu l'effort inlassable et le sacrifice consentis par le Président et la CEO/administrateur délégué en maintenant le fonctionnement de la Plateforme depuis 2008 et a exprimé sa pleine confiance et son immense gratitude pour le travail accompli en son nom depuis 2008 par le Président et la CEO/administrateur délégué. L'A.G. a convenu à l'unanimité que les actions et mesures prises au nom et pour le compte de la Plateforme par le Président et la CEO/administrateur délégué depuis 2008 à ce jour pour garantir le plus efficacement possible la continuité et le bon fonctionnement de la Plateforme sont ratifiées et approuvées par l'A.G.

Etant donné le chemin parcouru à ce jour, ses diverses réalisations face aux nombreux défis, l'A.G. a unanimement convenu de poursuivre le chemin et de renforcer la Plateforme notamment en vue d'assurer l'inclusion des intérêts des collectivités locales ACP dans l'accord de coopération ACP-UE post-2020 et a ainsi mandaté le Conseil de procéder à un examen stratégique de la Plateforme en vue de la renforcer, et en particulier ses structures de membres et de gouvernance et d'aborder la question de viabilité financière.

Positionnement et contribution de la Plateforme ACPLGP aux débats et négociations de la relation ACP-UE post-2020

Examen des dispositions actuelles et appui aux collectivités locales ACP : La réunion a noté que l'établissement de la Plateforme a facilité l'incorporation des collectivités locales ACP dans la coopération ACP-UE. Grâce au lobbying effectué par la Plateforme, l'Accord de Cotonou révisé reconnaît les collectivités locales comme acteurs clés de développement qui doivent être impliqués dans le dialogue et la consultation, recevoir des ressources financières, être impliqués dans les projets & programmes ACP-UE, et recevoir un appui pour le renforcement de leurs capacités.

Domaines des dispositions actuelles nécessitant un renforcement : La réunion a également pris note du chemin long et difficile pour intégrer les collectivités locales ACP dans le processus de coopération ACP-UE malgré les promesses de l'Accord de Cotonou. Le programme ARIAL est un bon exemple de l'inconsistance de la politique de développement en termes de procédure d'accès (il nous a fallu 7 ans pour obtenir ARIAL - ce qui n'est pas normal), manque d'engagement à long terme (la période d'implémentation d'ARIAL de 3/4 ans est trop courte pour permettre un renforcement efficace des capacités), etc. L'A.G. reconnaît la nécessité de faire du lobbying auprès des responsables ACP et UE pour des termes et conditions améliorés pour l'inclusion des intérêts des collectivités locales ACP dans le partenariat ACP-UE post-2020.

Calendrier des activités : Au vu de son importance, la réunion a mandaté le Conseil de présenter d'ici 3/4 mois une proposition détaillée en termes de :

- Mémoire de la Plateforme pour définir la position des collectivités locales ACP dans les domaines à renforcer
- Stratégie de lobbying pour garantir l'incorporation des intérêts des collectivités locales ACP dans la future coopération ACP-UE

Evaluation de l'état des membres effectifs de la Plateforme

L'A.G. et le Conseil ont examiné et pris note de l'état des membres effectifs de l'association. A cet égard, le Conseil cherchera à élargir la base de membres dès que les statuts sont révisés et en conséquence organisera une campagne de recrutement de nouveaux membres - comme recommandé par les 6^e & 7^e réunions du Conseil.

Le Conseil tout comme l'A.G. est également inquiet que certaines associations n'ont pas été actives ni pris part à aucune activité de la Plateforme depuis 2008 et ne peuvent ainsi pas être considérées comme membres effectifs.

Orientation future de la Plateforme

Le Conseil est mandaté de se réunir dans les 3/4 prochains mois pour :

- Engager dans une considération plus approfondie de l'orientation future de la Plateforme et faire des propositions et des recommandations spécifiques relatives à :
 - La structure de membres et de gouvernance et les questions relatives à la durabilité financière
 - Révision et mise à jour des statuts : Examiner les propositions des 6^e & 7^e réunions du Conseil sur les statuts de la Plateforme et proposer les amendements nécessaires aux statuts
 - Plan stratégique post-2020 de la Plateforme
- Préparer le Mémoire de la Plateforme articulant sa position vis-à-vis des débats et négociations sur les relations ACP-UE post-2020 et définir une stratégie de lobbying pour l'inclusion des intérêts des collectivités locales, notamment en matière de : renforcement de capacités des collectivités locales ACP, financement adéquat et meilleure couverture, procédures d'accès simples, engagement dans le dialogue politique, et accès à l'information.
- Préparer et organiser une réunion de l'A.G. au cours des 12 prochains mois pour permettre à l'A.G. de considérer certaines des propositions qui découlent des points ci-dessus.

Restructuration du Conseil d'administration

L'Assemblée a pris acte, à toutes fins utiles, que le mandat des 3 administrateurs - qui avaient été nommés pour un terme de deux ans lors de la constitution de l'association, et dont le mandat n'a pas été renouvelé - a pris fin le 12/10/2008.

Pour donner une voix forte au nom des collectivités locales ACP dans les débats et négociations post-2020, l'A.G. a reconnu la nécessité d'avoir un Conseil restructuré et actif composé d'un mélange d'anciens et de nouveaux pour donner l'orientation et l'encadrement pour cette tâche. Par conséquent, l'Assemblée a nommé les administrateurs/membres du Conseil suivants : Monsieur Charles Katiza - ACP, Madame Lala Elisa Rafamatanantsoa - ACP, Monsieur Biram Owens Ndiaye - Afrique de l'ouest, Madame Gertrude Rose Gamwera - Afrique de l'est, Monsieur George Matovu - Afrique de l'est, Monsieur Maurice Mbolela - Afrique australe, et Monsieur Michel Kalworai - Pacifique.

Etant donné la charge de travail à venir et pour assurer l'inclusivité de tous ceux qui peuvent apporter une contribution positive, l'A.G. a nommé les personnes suivantes comme membres ex-officio du Conseil : Monsieur Félix Mourény Adegnika -

Afrique de l'ouest et centrale, Monsieur Phillip Kundishora - Afrique de l'est et australe, et Monsieur Livison Mutekede - Afrique australe.

Nomination et mandat des principaux dirigeants de la Plateforme

Se réunissant le 23/10/2018 le Conseil d'administration a reconduit par acclamation les deux principaux dirigeants comme suit :

- Monsieur Charles Katiza en tant que Président pour 2 ans en qualité de représentant de la Plateforme au plus haut niveau, et
- Madame Lala Elisa Rafamatanantsoa en tant que CEO/administrateur délégué chargée de la gestion journalière et de la représentation de l'association.

Reconnaissance

L'A.G. et le Conseil ont pris note avec beaucoup de reconnaissance le soutien vigoureux apporté à la Plateforme ACPLGP depuis des années par le gouvernement de Vanuatu.

Fait le 23 octobre 2018 par tous les participants à l'A.G. et au Conseil.

Nouvelles de l'UE

Forum 'Villes et régions pour la coopération au développement : Partenariats locaux et régionaux pour un développement urbain durable', 4-5 février 2019 à Bruxelles

Co-organisé par le Comité européen des régions et la Commission européenne ce Forum (anciennement appelé « Assises de la coopération décentralisée ») se concentrera sur les partenariats qui soutiennent le développement urbain durable et contribuent à la réalisation des ODD de l'ONU aux niveaux local et régional.

L'édition 2019 comprendra une session « Open Space » articulé autour du thème du développement urbain durable dans le cadre des cinq piliers du Nouveau consensus européen (Peuple, Planète, Prospérité, Paix et Partenariat). Grâce à cette approche participative, les participants auront l'occasion d'intervenir dans les débats, de proposer des sujets de discussion, et de formuler des recommandations politiques aux institutions européennes.

Afin de maximiser les synergies et d'accroître la visibilité, nous proposons de promouvoir les événements ou séminaires parallèles des partenaires en les incluant dans le programme. Votre événement devra être lié à la coopération au développement et avoir lieu après le Forum. Veuillez noter que nous ne pourrions pas contribuer à l'organisation de votre événement (ni en termes de logistique ni de financement). Si vous souhaitez organiser un événement de ce type, veuillez nous en informer en écrivant à CRDEVCO2019@ibf.be et LRA4DEV@cor.europa.eu

Pour de plus amples informations : <http://www.regiocitiesconf2019.eu/fr/>

Programme du Forum : https://cor.europa.eu/en/events/Documents/CIVEX/forum-for-development-cooperation/COM-050_agenda.pdf?cldee=cGxhdGZvcmlAYWNwbGdwLm5ldA%3d%3d&recipientid=contact-042646903244e61180dc005056a0542b-4555289638fb48a8b73ea44d297430ab&esid=ca0dad55-93fc-e811-8113-005056a043ea

Nouvelles des négociations post-Cotonou

L'UE et les pays ACP achèvent un premier cycle de négociations

Les deux Négociateurs en chef se sont rencontrés le 14/12/2018 à Bruxelles afin de faire le bilan des progrès réalisés et de discuter des prochaines étapes. La première série de pourparlers entre l'UE et 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a permis de dégager un large consensus au sujet de la forme que prendra le futur accord et des priorités stratégiques. Le Négociateur en chef de l'UE, le Commissaire pour la Coopération internationale et le développement, Neven Mimica, a tenu, à la maison ACP, les propos suivants: «Nous nous félicitons des progrès réalisés à ce jour. Compte tenu de nos ambitions et de l'étendue de ce que nous voulons atteindre ensemble, il reste encore beaucoup de travail. Nous nous réjouissons à l'idée de passer à la vitesse supérieure et d'emprunter une nouvelle voie avec la négociation de piliers, sur mesure, UE-Afrique, UE-Caraïbes et UE-Pacifique en début d'année prochaine.» Le Conseil des ministres ACP s'est réuni le mercredi 12 décembre 2018 afin de faire le point du processus de négociation. Les ministres se sont félicités des avancées significatives des pourparlers, et ont fait remarquer que compte tenu du caractère exigeant de la phase suivante du processus, les deux parties devraient faire montre de souplesse et de convergence de vues. Le Négociateur en chef des pays ACP et Président du groupe central de négociation ministériel, qui est également le Ministre Togolais des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration de l'Afrique, Robert Dussey, a déclaré ce qui suit: «Je suis fier du chemin parcouru en très peu de temps depuis le début des négociations. L'attitude positive affichée par les deux parties est extrêmement encourageante et utile en vue d'obtenir des résultats concrets lors du prochain cycle.» Prochaines étapes: Les discussions s'intensifieront à partir de janvier. Le deuxième cycle de négociations techniques devrait se dérouler sur une période de trois mois, au cours de laquelle l'UE et les pays ACP entameront la rédaction de l'accord sur la base des priorités convenues.

Sources : europa.eu + CTA Newsletter 590

Négociations post-Cotonou : l'agriculture durable doit rester une priorité clé

L'agriculture doit être au cœur du successeur de l'Accord de Cotonou entre l'UE et la communauté ACP, a écrit Michel Haitu - Directeur du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). « Comme les dirigeants d'entreprises mondiales se réunissent au Maroc aujourd'hui (30 novembre) pour le Sommet des affaires UE-Afrique pour se concentrer sur les relations économiques entre les pays africains et l'Union européenne, il est opportun de rappeler que d'ici 2050, le monde aura deux milliards de bouches de plus à nourrir. Sans réforme urgente de la production agricole, les conséquences seront déstabilisantes et dévastatrices. Avec presque 10 milliards de personnes, nous avons besoin de 65 à 100% plus de nourriture que ce nous produisons actuellement et parce que la terre - déjà rare - est limitée, nous savons que cette nourriture viendra principalement de l'augmentation du rendement et de l'intensification durable de l'agriculture. Le Sommet d'aujourd'hui est particulièrement important étant donné le fait que les négociations formelles sur les futures relations ACP-UE sont actuellement en cours et que l'Accord de partenariat de Cotonou entre l'UE et 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), qui est en place depuis deux décennies, expirera le 29 février 2020. L'accord actuel couvre une sur cinq personnes

dans le monde et rien qu'en Afrique, 100 millions de jeunes arriveront sur le marché du travail dans les dix prochaines années - la majorité dépendant de l'agriculture pour leurs emplois. Ainsi les décisions prises maintenant pourraient avoir de sérieuses conséquences sur leurs moyens d'existence futurs, leurs emplois, leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Toutefois, les objectifs actuels fixés par l'Union africaine - de créer environ trois millions de nouveaux emplois par an dans les secteurs agroalimentaires africains - ne sont pas sur la bonne voie. Et, avec l'âge moyen des agriculteurs en Afrique toujours entre 55 et 60, nous avons besoin d'un effort important et concerté pour changer de cap - et rapidement. Les petits exploitants, qui produisent 80% de la nourriture en Afrique, doivent augmenter leur productivité et leur efficacité mais nous ne réussirons cette transformation sans rendre les emplois en milieu rural plus attrayants pour la jeune génération. Un catalyseur révolutionnaire pour cela est la digitalisation : un jeune mobilisé, génie de l'informatique qui peut déployer des outils perturbateurs et des modèles économiques a le plus grand potentiel pour transformer le statu quo. Avec la technologie, nous pouvons même contourner les étapes traditionnelles du développement, en obtenant des gains plus rapides ».

Sources : euractiv.com + CTA Newsletter 588 EN

Nouvelles des ACP-UE

Résumé des co-Présidents du Forum de haut niveau Afrique-Europe 2018

Le 18 décembre 2018, sur invitation du Chancelier Autrichien Sebastian Kurz et du Président du Rwanda Paul Kagame, le Forum de haut niveau Afrique-Europe a eu lieu à Vienne pour discuter sur la question de savoir comment « Conduire la coopération à l'ère du numérique ». Plus de cinquante délégations officielles des Etats membres de l'Union africaine et de l'Union européenne ont participé au Forum avec près de mille innovateurs et start-up de l'Afrique et de l'Europe ainsi que des entreprises établies. Le Forum de haut niveau Afrique-Europe a offert aux chefs d'Etats ou de gouvernement Européens et Africains, au Président de la Commission de l'Union africaine, au Président de la Commission européenne, au Président au Parlement européen, aux représentants d'organisations internationales, aux PDG de grandes entreprises globales, à des champions de l'innovation, à des start-up et à d'autres parties prenantes - un espace où réfléchir sur les mesures nécessaires pour assurer la prospérité et la compétitivité sur les deux continents ainsi que pour approfondir la relation sous tous ses aspects en s'efforçant notamment de conduire la coopération à l'ère du numérique. Le Forum a souligné combien il était crucial d'augmenter les investissements du secteur privé européen en Afrique et a mis en lumière les changements du cadre politique et juridique requis à cet effet. Il a insisté sur le besoin de diminution des risques et de financements mixtes pour mobiliser des ressources et sur celui de se concentrer sur les secteurs à fort potentiel de création d'emplois en Afrique afin d'exploiter l'atout démographique que représente la jeunesse. Le Forum de haut niveau Afrique-Europe a eu pour but de contribuer à poursuivre la mise en œuvre de la déclaration conjointe du Sommet d'Abidjan 2017 entre l'Union africaine et l'Union européenne intitulée « Investir dans la jeunesse pour une croissance inclusive accélérée et le développement durable ». Le Forum s'est concentré sur l'exploitation du potentiel de l'économie numérique pour permettre à l'Afrique et à l'Europe de créer des emplois, des compétences et un développement économique pour la jeunesse.

Sources : eu2018.at + CTA Newsletter 590 EN

L'UE soutient la zone de libre-échange à l'échelle du continent africain avec 50 M d'€

La zone de libre-échange à l'échelle du continent africain (AfCFTA) est l'une des priorités du Programme africain 2063 et un projet phare pour le continent. Signée par 49 pays africains et jusqu'ici ratifiée par 13 pays, il lui faut 22 ratifications supplémentaires pour entrer en vigueur. En septembre 2018, le Président de la Commission Juncker a annoncé dans son discours sur l'état de l'Union que l'UE allouerait 50 millions d'€ de soutien pour la période 2018-2020. Une première étape a été prise le 18/12/2018 avec un programme de 3 millions d'€ signé avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA) pour développer des stratégies nationales de mise en œuvre pour la zone de libre-échange à l'échelle du continent. L'établissement d'un observatoire africain du commerce est également planifié, et sera un pilier essentiel de la zone de libre-échange à l'échelle du continent africain. Le budget restant (47 millions d'€) sera utilisé pour fournir une base de données solide, des analyses politiques et des plateformes de dialogue stratégique. La majeure partie de ce financement est planifiée pour être engagée dans les deux prochaines années. L'AfCFTA vise à fournir un marché continental unique pour des biens et des services, avec la libre circulation des personnes et des investissements. Son but est d'accélérer le commerce intra-Afrique à travers de meilleures harmonisation et coordination de la libéralisation du commerce. A travers ces mesures, l'établissement d'AfCFTA devrait susciter un élan pour stimuler la croissance économique et attirer des investissements venant de l'Afrique et du monde entier. L'UE, avec sa grande expérience dans la création d'un marché unique, a soutenu la zone de libre-échange depuis ses débuts en 2015 et reste engagée pour soutenir son processus de ratification et de mise en œuvre.

Sources : ec.europa.eu + CTA Newsletter 590 EN

Afrique: La BEI soutient les investissements porteurs de transformations avec 495 M d'€

Lors du Forum de haut niveau Afrique-Europe qui s'est tenu le 18/12/2018 à Vienne, la Banque européenne d'investissement (BEI) a officiellement approuvé un nouveau financement d'un total de 495 millions d'€ en faveur de trois projets qui seront mis en œuvre en Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Est pour soutenir les transports durables, les énergies propres et l'accès à l'Internet. Ces trois projets, signés lors du sommet auquel ont participé des chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique et d'Europe, témoignent de l'appui technique et financier qu'apporte la BEI à des investissements qui transforment le quotidien des populations sur tout le continent. « Il est essentiel que de nouveaux investissements soient effectués pour créer des débouchés économiques, améliorer les conditions de vie et faire face aux incidences des changements climatiques. En tant que banque de l'UE, la Banque européenne d'investissement s'est engagée à faire en sorte que les objectifs de développement durable puissent être atteints en Afrique. Les transports durables, les énergies propres et les réseaux de communication sont des défis communs à l'Europe et à l'Afrique. En collaborant, nous pouvons améliorer les conditions de vie de millions de personnes. Les trois projets signés ce jour le prouvent une fois encore », a déclaré M. Werner Hoyer, Président de la Banque européenne d'investissement.

Sources : eib.org + CTA Newsletter 590

UE : recommandations pour l'Afrique rurale

Au Forum de haut niveau Afrique-Europe 2018, le groupe de travail pour l'Afrique rurale a présenté ses recommandations pour le développement durable et la création d'emplois en Afrique rurale. Etabli pour conseiller comment développer au mieux l'agriculture en Afrique ainsi que les secteurs alimentaires et son économie rurale, le groupe de travail propose - entre autres recommandations - d'améliorer l'accès au financement privé par les petites et moyennes exploitations agricoles et les entreprises du secteur alimentaire, et d'intégrer la viabilité écologique et promouvoir des actions pour le climat. Lancé en mai 2018, le groupe de travail comprend 11 membres nommés à titre personnel, avec expertise et expérience en agriculture, agro-industrie, commerce, questions relatives à la politique de développement ou de migration et connaissance de première main du secteur agro-alimentaire en Afrique. Se réunissant régulièrement depuis le lancement début décembre 2018, le groupe d'experts se concentre sur la durabilité, les emplois, la création de revenus dans le secteur agro-alimentaire africain, prenant en compte l'augmentation rapide de la population active du continent. La recommandation centrale du groupe de travail est de mettre en œuvre le partenariat Afrique-UE pour le développement inclusif et durable de l'agriculture africaine, son secteur agro-alimentaire et son économie rurale. Ce partenariat opérerait sur trois niveaux : entre personnes, entre entreprises et entre gouvernements.

Sources : ec.europa.eu + CTA Newsletter 590 EN

Jean-Claude Juncker : « Le futur de l'Afrique est également notre futur »

Juncker a appelé les entreprises européennes le 18/12/2018 à relancer leurs investissements en Afrique dans un « partenariat entre égaux », rappelant au forum conjoint Union européenne et Union africaine que la population africaine est prévue de doubler pour atteindre 2,5 milliards d'ici 2050. « Le futur de l'Afrique est également notre futur », déclara Juncker lors de ses premières remarques aux représentants de 800 entreprises et dirigeants politiques réunis à Vienne. Questionné si l'Europe était en retard dans la découverte des opportunités d'investissements en Afrique, Juncker a répondu : « Oui, mais nous faisons mieux les choses ». Accueillant le Forum avec le Président actuel de l'UA, le Président du Rwanda Paul Kagame, le Chancelier Autrichien Kurz - qui exerce la présidence tournante de l'EU et est un défenseur des règles strictes européennes strictes sur la migration - déclara : « Nous ne devons pas laisser le continent africain aux Chinois », en décrivant le forum comme un « bon début » pour plus d'investissement par l'Europe au-delà de la Méditerranée. En septembre, Pékin a accueilli les dirigeants Africains à un sommet, offrant des milliards. L'année dernière, la Chine a ouvert ses premières bases militaires d'outre-mer à Djibouti et est le plus grand partenaire commercial de l'Afrique, suivie par le Japon et l'UE (prise comme une seule entité), selon les statistiques de l'UE. Parmi les nations européennes, les excédents commerciaux les plus élevés avec l'Afrique l'année dernière ont été comptabilisés par l'Allemagne (8,3 milliards d'€) et la France (5,6 milliards d'€). « Il vaut mieux commencer que ne pas commencer du tout », a dit le Ministre des Communications Namibien Stanley Simataa à Vienne, déclarant que les « chapitres noirs » du passé colonial font partie de « l'histoire partagée » de l'Afrique et de l'Europe.

Sources : dw.com+ CTA Newsletter 590 EN

Alliance Afrique-Europe: démarrage des premiers projets 3 mois seulement après le lancement

Trois mois à peine après le lancement de l'Alliance Afrique-Europe, la Commission européenne dévoile les premiers progrès accomplis en matière de stimulation des investissements et de création d'emplois en Afrique. Lors du forum de haut niveau Afrique-Europe, organisé le 18/12/2018 à Vienne conjointement par la présidence autrichienne de l'UE, et notamment M. Sebastian Kurz, Chancelier Autrichien, et par M. Paul Kagame, Président du Rwanda et Président de l'Union africaine en 2018, M. Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, a réitéré l'ambition européenne d'établir un partenariat authentique et équilibré, sur un pied d'égalité, entre l'Afrique et l'Europe. Le Président Juncker a présenté les premiers résultats de l'Alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables trois mois à peine après son lancement. Cette Alliance vise à approfondir les relations économiques et commerciales entre les deux continents afin de créer des emplois et une croissance durables. M. Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, a déclaré: «L'Europe et l'Afrique partagent une longue histoire et un avenir brillant. C'est pourquoi j'ai proposé une nouvelle Alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables, afin de contribuer à attirer les investissements européens et africains et à créer 10 millions d'emplois en Afrique au cours des cinq prochaines années. Traduisant les paroles en actes, nous avons déjà pris une série de mesures pour donner vie à nos ambitions». Le Président était accompagné au forum de haut niveau par M. Andrus Ansip, Vice-Président ; M. Johannes Hahn, Commissaire pour la Politique européenne de voisinage et les négociations d'élargissement ; M. Neven Mimica, Commissaire pour la Coopération internationale et le développement ; M. Phil Hogan, Commissaire pour l'Agriculture et le développement rural ; et Mme Mariya Gabriel, Commissaire pour l'Economie et la société numériques.

Sources : europa.eu + CTA Newsletter 590

Alliance Afrique-Europe : l'UE stimule l'agro-industrie avec 45 M d'€

A Vienne le 18/12/2018, l'Union européenne et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont lancé un nouveau Fonds de capital agro-business valant 45 millions d'€. Le Fonds de capital agro-business (ABC) soutiendra les petites exploitations agricoles en améliorant l'accès au financement des petits agriculteurs individuels. Il devrait attirer plus de 200 millions d'€ d'investissements et de bénéficiaires et jusqu'à 700.000 ménages dans les zones rurales. Ce Fonds de capital agro-business (ABC) sera une importante opération de mélange conçue par l'UE et le FIDA au profit du secteur agricole. L'UE contribuera à hauteur de 45 millions d'€ de financement, devant de l'allocation intra-ACP du Fonds européen de développement pour la promotion du secteur privé, que l'UE met en œuvre pour le compte du Secrétariat du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Le gouvernement de Luxembourg et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), une ONG internationale, contribueront chacun à hauteur de 5 millions d'€. Le Fonds ABC investira dans les petites exploitations agricoles et corrigera le « chaînon manquant », qui a le potentiel d'être profitable et a un impact de développement mais ne disposant pas de fonds suffisant, en partie à cause des risques perçus par les investisseurs. Des investissements directs et des microcrédits pour les petites et moyennes entreprises, les organisations d'agriculteurs et les agripreneurs honoreront l'engagement de l'UE et du FIDA pour aider les petits exploitants à accéder au capital plus facilement.

Sources : ec.europa.eu + CTA Newsletter 590 EN

UE : aider le 'piratage' africain dans la Science ouverte

Un projet financé par l'UE a donné aux chercheurs Africains la connaissance et les outils qu'ils ont besoin pour développer leurs propres passerelles scientifiques, portails Web et recueils de données accessibles sur la science, rendant leur travail plus visible à travers le monde. L'Afrique a pris du retard par rapport à l'Europe et aux autres parties du monde lorsqu'il s'agit de tirer le meilleur parti des e-infrastructures, qui permettent aux scientifiques de collaborer et partager les données. Mais les choses changent comme la disponibilité de réseau internet à haut débit augmente dans l'ensemble du continent. Le projet SCI-GAIA financé par l'UE fournit une série d'actions de soutien pour aider la communauté de recherche africaine à mettre en place une variété d'e-infrastructures. A travers des séances de formation et de production de matériels pédagogiques, le projet favorise également la pratique et la valeur de la Science ouverte, qui vise à rendre la recherche plus accessible aux scientifiques et à la société en général. 'Il y a beaucoup de scientifiques et de chercheurs talentueux en Afrique qui ont raté les opportunités présentées à travers la Science ouverte', déclara le Coordinateur du projet SCI-GAIA Simon J E Taylor de l'Université Brunel de Londres au Royaume Uni. 'Nous leur avons montré comment obtenir les données et les résultats de leurs laptops et accéder aux plateformes d'où ils pourraient partager leur connaissance avec leurs pairs au pays comme à l'étranger'. Trente-cinq développeurs de code, éducateurs et informaticiens - appelés les champions SCI-GAIA - ont pris part aux séances de formation intensive appelées 'hackfests'. Provenant d'universités et d'instituts de recherche en Afrique, ils utilisent la formation pour développer leurs propres passerelles, référentiels de données à accès libre ou applications sur la science. Sept passerelles scientifiques et cinq référentiels de données ont été créés à travers les hackfests, ainsi que 30 applications hébergées sur des portails existants.

Sources : ec.europa.eu + CTA Newsletter 590 EN

Conseil des affaires étrangères : coopération UE-Union africaine

Les ministres des affaires étrangères ont discuté de la coopération UE - Union africaine (UA) en vue de la première réunion ministérielle entre-sommet UE-AU qui se tiendra le 21-22 janvier 2019 à Bruxelles. La réunion couvrira trois thèmes principaux : les aspects politiques (paix, sécurité et gouvernance), les aspects économiques (investissement, commerce et compétences) et le multilatéralisme (renforcement de la coopération en soutien à l'ordre mondial basé sur les règles). Les ministres ont clairement exprimé leur intérêt pour le renforcement du partenariat stratégique de l'UE avec l'Afrique. Ils ont mis en évidence l'importance de dialoguer avec les jeunes. Ils ont noté le progrès déjà réalisé dans la coopération sur les questions de la paix, la sécurité et la gouvernance, y compris par la signature du mémorandum d'accord UE-AU le 23 mai 2018. Sur la migration et la mobilité, ils ont mis en évidence le travail réalisé dans le cadre du plan d'action conjoint de la Valette. Les ministres ont également souligné le rôle crucial du secteur privé et de l'investissement privé pour renforcer les relations UE-UA. Ils saluent la proposition d'une nouvelle alliance Afrique-Europe en matière d'investissements et d'emplois durables.

Sources : consilium.europa.eu + CTA Newsletter 589 EN

F.Mogherini: «L'UE ne doit pas se focaliser sur la migration»

L'Union européenne doit travailler sur autre chose que la migration avec l'Afrique, a mis en garde Federica Mogherini. Sous peine d'envenimer davantage les relations internationales. Pour Federica Mogherini, le monde est actuellement confronté à une compréhension dangereuse de la politique internationale, a-t-elle prévenu le 7 novembre lors de la « Semaine africaine » organisée par le groupe d'eurodéputés socialistes S&D, au Parlement. Elle déplore une « interprétation des relations internationales non pas basée sur la coopération ni le partenariat, mais plutôt vue comme un jeu de pouvoir à somme nulle ». La Haute Représentante de l'UE estime que l'Afrique a sa part de responsabilité dans la forme actuelle de ses relations internationales. « Et ce n'est pas seulement parce que la plus grande croissance démographique mondiale a lieu en Afrique. Regardez la richesse du continent, ses ressources, sa population », ajoute-t-elle. « C'est un grand acteur mondial et, ensemble, l'Europe et l'Afrique peuvent façonner les relations internationales d'une manière tout à fait révolutionnaire, » Le responsable de la politique étrangère de l'UE a appelé à une gouvernance plus coopérative des affaires mondiales, seul moyen efficace de relever les défis de notre époque, selon elle. « L'Afrique voit ses organisations régionales et sous-régionales se renforcer chaque jour, ce qui inspire beaucoup d'entre nous. Elle se fonde en grande partie de ce que nous avons fait en Europe, mais il s'agit d'un processus d'apprentissage continu dans lequel nous échangeons nos expériences, donc une gouvernance basée sur la coopération au sein des régions et entre les régions ».

Sources : euractiv.com + CTA Newsletter 585

Coopération Caraïbes & Amérique centrale dans le contexte des relations avec l'UE

Faisant partie de la présidence actuelle pro tempore de Belize du Système d'intégration centre-américain (SICA), la Mission de Belize auprès de l'Union européenne a convoqué un séminaire le 16 novembre 2018 à Bruxelles qui a réuni pour la première fois les Missions des Etats Membres du SICA et les Missions des Etats Membres du CARIFORUM avec leurs principaux homologues de l'Union européenne afin d'explorer davantage les perspectives de la coopération Amérique centrale & Caraïbes dans le contexte des relations avec l'UE. Le séminaire s'inscrit dans le cadre d'échanges informels entre les chefs de missions des deux sous-régions qui se sont tenus à Bruxelles en 2014 sous la coordination du Groupe SICA de Belize. Le séminaire a vu la participation de toutes les huit ambassades SICA et quinze ambassades CARIFORUM résidant à Bruxelles ainsi que la participation de neuf représentants officiels du Service européen pour l'action extérieure de l'UE (SEAE) et de la DG DEVCO de la Commission européenne.

Sources : Secrétariat ACP + CTA Newsletter 587 EN

Annonces

Migration et Gouvernance locale, 4-8 mars 2019, La Haye

Le monde est actuellement le théâtre des plus hauts niveaux de déplacement humain enregistrés. Selon les derniers chiffres de l'UNHCR, environ 68,5 millions de personnes dans le monde ont été forcées de quitter leur foyer. Parmi elles environ 25,4 millions de réfugiés. Les collectivités locales tiennent une place importante dans la réponse à ces développements, en fournissant des services essentiels, et en développant des solutions innovantes dans des circonstances complexes et en évolution constante.

Durant ce cours d'une semaine, nous explorerons le rôle des autorités locales accueillant et intégrant des réfugiés. Nous aborderons plusieurs dilemmes auxquels sont confrontées les autorités locales, y compris sur la manière d'intégrer les besoins spécifiques des migrants et des réfugiés dans la planification du développement local, et la manière d'accroître les opportunités économiques et la prestation de services inclusifs (i.e. soins de santé, éducation, gestion des déchets). Est-il mieux de créer un camp de réfugiés, ou essayons-nous d'intégrer les réfugiés dans la communauté ? Comment maintenons-nous la cohésion sociale dans les communautés affectées par la migration ? En analysant ces questions, le cours mettra l'accent sur les derniers développements dans le domaine, mettra en avant des études de cas, et réfléchira sur les expériences pratiques des experts et des participants.

Objectifs

Ce cours vous aidera à :

- Décrire les rôles et les responsabilités des autorités locales en gérant des mouvements massifs de réfugiés et de migrants ;
- Discuter les liens entre les défis de la migration locale, le contexte national, et les tendances globales ainsi que les cadres légaux et institutionnels ;
- Reconnaître l'importance d'investir dans la cohésion sociale dans tous les aspects de la réponse locale à la migration et au déplacement ;
- Décrire les différentes approches pour appuyer les autorités locales dans la planification de la migration et du déplacement ;
- Développer des approches pour renforcer la prestation de services de manière inclusive.

Public cible

Le cours cible les décideurs et hommes politiques aux différents niveaux du gouvernement, les praticiens du développement, les ONG et chercheurs qui travaillent dans la mise en œuvre des politiques locales pour les réfugiés et les migrants.

Information pratique

Le frais du cours est de 2.450 €. Ceci inclut tous les frais relatifs à la formation, ainsi que les boissons, déjeuners, matériels de formation et voyage durant la formation. Les voyages vers et venant de La Haye ainsi que l'hébergement ne sont pas inclus. Des réductions de groupe sont possibles si vous participez à ce cours avec trois ou plus de vos collègues. Envoyez-nous un email pour de plus amples informations. La langue du cours est l'anglais.

Si vous souhaitez recevoir de plus amples informations, adressez directement votre demande au info@thehagueacademy.com ou appelez au +31 70 37 38 695.

La date limite de candidature est le **21 janvier 2019**.

Opportunités de financement

Les participants à nos cours sont principalement financés par leur propre employeur (municipalités, ministères, ONG et instituts de formation ou de recherche) ou par un donateur ou des agences de développement. Si vous cherchez des opportunités de financement supplémentaires, il y a quelques organisations que vous pourriez approcher :

<https://thehagueacademy.com/wp-content/uploads/2012/03/funding-opportunities.pdf>

Pour de plus amples informations concernant nos conditions générales et le formulaire de candidature en ligne :

<https://thehagueacademy.com/blog/2018/04/migration-local-governance/>

Prestation de services inclusive, 18-19 mars 2019, La Haye

Les services publics locaux tels que la gestion des déchets, l'accès à l'eau et les services sociaux ont un impact considérable sur notre vie quotidienne et notre bien-être. Toutefois, dans de nombreux pays, les pauvres n'ont bien souvent pas accès à ces importants services. Heureusement, les collectivités locales peuvent garantir l'accès et faire la différence. Ce cours discute de la manière dont les différents niveaux de gouvernement peuvent coopérer efficacement et impliquer les citoyens et le secteur privé pour promouvoir la prestation de service local favorable aux pauvres.

Dans ce cours, vous aborderez les questions suivantes :

- Comment les différents niveaux de gouvernement peuvent-ils travailler ensemble pour garantir que les services de base atteignent les personnes les plus pauvres ?
- Comment peuvent-ils mettre en place la gestion financière des services de manière transparente et démocratique ?
- Comment les partenariats avec les ONG et le secteur privé peuvent-ils aider les collectivités locales à mieux relever les défis ?

Les **Objectifs de développement durable** serviront de point de départ pour la discussion et le partage de connaissances. Le cours traitera l'objectif 5 (genre) ; l'objectif 6 (eau potable et assainissement) ; l'objectif 8 (travail décent et croissance économique) ; l'objectif 10 (réduction des inégalités) ; et l'objectif 16 (paix, justice et institutions fortes). Le cours vous équipera également avec un certain nombre d'outils pratiques et analytiques et vous transmettra de nouvelles idées pour vous aider à concevoir et mettre en œuvre des politiques pour de meilleure prestation de service local.

Objectifs

- Peaufiner votre connaissance sur les conditions de base pour de bonne prestation de service local ;
- Mieux comprendre les rôles des différents niveaux de gouvernement, y compris le gouvernement central en créant les conditions et en maintenant la surveillance ;
- Bien connaître l'implication des ODD pour la prestation de service local et les collectivités locales ;
- Comprendre les défis et les possibilités en finançant la prestation de service au niveau local ;
- Accroître la collaboration et l'interaction entre le secteur public et privé (partenariats public-privé), avec la société civile et entre le gouvernement central et le gouvernement local.

Public cible

Ce cours s'adresse à des professionnels travaillant dans le domaine de la décentralisation, la gouvernance locale, la fourniture de service public et le développement. Le cours offre une combinaison de présentations par des experts chevronnés et des exercices innovants.

Information pratique

Le frais du cours est de 3.150 €. Ceci inclut tous les frais relatifs à la formation, ainsi que les boissons, déjeuners, matériels de formation et voyage durant la formation. Les voyages vers et venant de La Haye ainsi que l'hébergement ne sont pas inclus. Des réductions de groupe sont possibles si vous participez à ce cours avec trois ou plus de vos collègues. Envoyez-nous un email pour de plus amples informations. La langue du cours est l'anglais.

Si vous souhaitez recevoir de plus amples informations, adressez directement votre demande au info@thehagueacademy.com ou appelez au +31 70 37 38 695.

La date limite de candidature est le **1 février 2019**.

Opportunités de financement

Les participants à nos cours sont principalement financés par leur propre employeur (municipalités, ministères, ONG et instituts de formation ou de recherche) ou par un donateur ou des agences de développement. Si vous cherchez des opportunités de financement supplémentaires, il y a quelques organisations que vous pourriez approcher :

<https://thehagueacademy.com/wp-content/uploads/2018/04/Funding-opportunities-General.pdf>

Bourses Nuffic

L'organisation néerlandaise pour la coopération internationale dans l'enseignement supérieur (Nuffic) offre des bourses pour des cours de formation dans le cadre de l'Orange Knowledge Programme (OKP) et du programme de bourses MENA (MSP). Ces programmes visent à renforcer les capacités des organisations avec des bourses pour des professionnels venant de pays éligibles. Tous les cours à l'Académie ne sont automatiquement admissibles pour le Nuffic. Pour de plus amples informations :

<https://thehagueacademy.com/blog/2018/11/nuffic-scholarships/>

Pour de plus amples informations concernant nos conditions générales et le formulaire de candidature en ligne :

<https://thehagueacademy.com/blog/2018/04/inclusive-service-delivery-the-sdgs/>

Participation citoyenne et Gouvernance inclusive, 8-19 avril 2019, La Haye

Le développement inclusif requiert des gouvernements réceptifs et des citoyens informés. Mais que peuvent faire les fonctionnaires locaux et les organisations de la société civile pour garantir que toutes les voix soient entendues ?

A ce cours de formation, les participants discuteront des moyens d'impliquer les citoyens - notamment les minorités et les groupes marginalisés - à créer une culture de gouvernance inclusive. Les participants apprendront également comment la société civile peut donner les moyens aux citoyens pour faire entendre leurs préoccupations et tenir leurs gouvernements responsables des problèmes affectant leur communauté.

Cette formation sera une vraie expérience ! Durant ce cours, vous rencontrerez l'Ombudsman de la Haye et visiterez des exemples de politiques communes et de gouvernance multipartite, tels que les projets de quartier dans la cité d'Amsterdam / La Haye. Vous travaillerez sur une étude de cas éclairante de projet de logements sociaux au Camdeboo, Afrique de Sud. Et vous découvrirez le rôle du média à travers les exercices pratiques de la Radio néerlandaise.

Objectifs

Le cours vous aidera à :

- Identifier les instruments pour améliorer la responsabilité sociale ;
- Définir vos propres rôle et responsabilités dans les processus de participation ainsi que le rôle de vos partenaires ;
- Spécifier les conditions et les 'à faire' et 'à ne pas faire' pour des projets de participation réussie ;
- Travailler sur le cycle politique ;
- Appliquer des outils de communication avec les citoyens, les ONG et autres parties prenantes ;

Après ce cours, vous recevrez un certificat professionnel d'accomplissement de l'Académie de La Haye pour la Gouvernance locale.

Public cible

Des professionnels travaillant pour le gouvernement municipal, provincial ou national, un organisme donateur ou une ONG et/ou ceux impliqués dans les processus de participation et de responsabilisation en relation avec le développement et la gouvernance.

Information pratique

Le frais du cours est de 3.150 €. Ceci inclut tous les frais relatifs à la formation, ainsi que les boissons, déjeuners, matériels de formation et voyage durant la formation. Les voyages aller-retour à La Haye ainsi que l'hébergement ne sont pas inclus. Des réductions de groupe sont possibles si vous participez à ce cours avec trois ou plus de vos collègues. Envoyez-nous un email pour de plus amples informations. La langue du cours est l'anglais.

Si vous souhaitez recevoir de plus amples informations, adressez directement votre demande au info@thehagueacademy.com ou appelez au +31 70 37 38 695.

La date limite de candidature est le **22 février 2019**.

Opportunités de financement

Les participants à nos cours sont principalement financés par leur propre employeur (municipalités, ministères, ONG et instituts de formation ou de recherche) ou par un donateur ou des agences de développement. Si vous cherchez des opportunités de financement supplémentaires, il y a quelques organisations que vous pourriez approcher :

<https://thehagueacademy.com/wp-content/uploads/2018/04/Funding-opportunities-General.pdf>

Bourses Nuffic

L'organisation néerlandaise pour la coopération internationale dans l'enseignement supérieur (Nuffic) offre des bourses pour des cours de formation dans le cadre de l'Orange Knowledge Programme (OKP) et du programme de bourses MENA (MSP). Ces programmes visent à renforcer les capacités des organisations avec des bourses pour des professionnels venant de pays éligibles. Tous les cours à l'Académie ne sont automatiquement admissibles pour le Nuffic. Pour de plus amples informations :

<https://thehagueacademy.com/blog/2018/11/nuffic-scholarships/>

Pour de plus amples informations concernant nos conditions générales et le formulaire de candidature en ligne :

<https://thehagueacademy.com/blog/2018/04/citizen-participation-inclusive-governance-2019/>

Lecture

Capitalisation des expériences et acquis de la Côte d'Ivoire en matière de politiques publiques, de structuration et de gestion de la filière anacarde. ECDPM. <https://ecdpm.org/fr/publications/capitalisation-des-experiences-et-acquis-de-la-cote-divoire-en-matiere-de-politiques-publiques-de-structuration-et-de-gestion-de-la-filiere-anacarde/>

Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG). Fondation Mo Ibrahim. <https://mo.ibrahim.foundation/fr/iiag/>

La stratégie chinoise connaît ses premiers déboires en Afrique. Le Monde https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/10/15/la-strategie-chinoise-connaît-ses-premiers-deboires-en-afrique_5369683_3212.html

Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement: UE 2018 https://read.oecd-ilibrary.org/development/examens-de-l-ocde-sur-la-cooperation-pour-le-developpement-union-europeenne-2018_9789264309517-fr?utm_source=bruxelles.cta.int+feb+2014&utm_campaign=84e6d06997-CTA_Bulletin_Bureau_de_Bruxelles_559_171117_COPY_0&utm_medium=email&utm_term=0_af42edf269-84e6d06997-78377673&goal=0_af42edf269-84e6d06997-78377673&mc_cid=84e6d06997&mc_eid=4454c92803#page1

The political economy of regional industrialisation strategies. ECDPM <https://ecdpm.org/publications/the-political-economy-of-regional-industrialisation-strategies/>

Preserving ecosystems in Africa: Reflections from COP24. ECDPM <https://ecdpm.org/talking-points/preserving-ecosystems-in-africa-reflections-from-cop24/>

The European Union and the United Nations need each other more than ever. ECDPM <https://ecdpm.org/talking-points/european-union-united-nations-need-each-other-more-than-ever/>

Nations agree on Paris Agreement rulebook, fail on climate ambition. EURACTIV <https://www.euractiv.com/section/climate-environment/news/nations-agree-on-paris-agreement-rulebook-fail-on-climate-ambition/>

Opinion: Mobilising financing for sustainable climate adaptation. Devex <https://www.devex.com/news/opinion-mobilizing-financing-for-sustainable-climate-adaptation-93929>

Warm words but no Brexit concessions, as May leaves Brussels empty-handed. EURACTIV <https://www.euractiv.com/section/uk-europe/news/warm-words-but-no-brexit-concessions-as-may-leaves-brussels-empty-handed/>

Immigration: The doors of perception. Bruegel. <http://bruegel.org/2018/12/immigration-the-doors-of-perception/>

'He will bring light into our darkness': DR Congo pins hope on a new leader. The Guardian <https://www.theguardian.com/world/2018/dec/15/dr-congo-hopes-for-fresh-start-as-election-looms>

Congo's President Kabila on elections, corruption and his future. BBC News <https://www.bbc.com/news/av/world-africa-46527265/congo-s-president-kabila-on-elections-corruption-and-his-future>

2019 European Parliament Elections Will Change the EU's Political Dynamics. Carnegie Europe <https://carnegieeurope.eu/publications/77922>

Africa Is the New Front in the U.S.-China Influence War. The Atlantic <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/12/trump-national-security-adviser-unveils-new-africa-strategy/578140/>

ADDRESSING FOOD INSECURITY IN SUB-SAHARAN AFRICA: THE ROLE OF CASH TRANSFERS. The German Development Institute. <https://www.die-gdi.de//externe-publikationen/article/addressing-food-insecurity-in-sub-saharan-africa-the-role-of-cash-transfers-1/>

Getting Ahead of Malnutrition Through Big Data. Foodtank <https://foodtank.com/news/2018/12/getting-ahead-of-malnutrition-through-big-data/>

SUPPORTING PEACE AFTER CIVIL WAR: WHAT KIND OF INTERNATIONAL ENGAGEMENT CAN MAKE A DIFFERENCE? The German Development Institute. <https://www.die-gdi.de//briefing-paper/article/supporting-peace-after-civil-war-what-kind-of-international-engagement-can-make-a-difference/>

OECD-DAC members unable to reach a consensus on private sector instruments. Devex <https://www.devex.com/news/oecd-dac-members-unable-to-reach-a-consensus-on-private-sector-instruments-93967>

A bad deal for the Global South: Through lopsided tax treaties with EU countries, developing nations lose the aid they receive many times over. The International Politics and Society <https://www.ips-journal.eu/regions/afrika/article/show/a-bad-deal-for-the-global-south-3142/>

What Comes After the Merkel Era? The New York Times <https://www.nytimes.com/2018/12/08/opinion/contributors/germany-merkel-annegret-kramp-karrenbauer.html>

Invest in Africa's youth before migration to Europe doubles, says UN official. The Guardian <https://www.theguardian.com/global-development/2018/dec/05/invest-africa-youth-now-before-migration-to-europe-doubles-un-gilbert-houngbo>

It's déjà vu all over again: Climate finance at COP24. The Brookings Institute <https://www.brookings.edu/blog/planetpolicy/2018/12/06/its-deja-vu-all-over-again-climate-finance-at-cop24/>

How to Sustainably Feed 10 Billion People by 2050, in 21 Charts. The World Resources Institute <https://www.wri.org/blog/2018/12/how-sustainably-feed-10-billion-people-2050-21-charts>

Placing investment at the center of Africa's development strategy. The Brookings Institute <https://www.brookings.edu/blog/afrika-in-focus/2018/12/03/placing-investment-at-the-center-of-africas-development-strategy/>

AEC2018: Moving the Africa Free Trade Area agreement ahead with quick win solutions. The African Development Bank Group. <https://www.afdb.org/en/news-and-events/aec2018-moving-the-africa-free-trade-area-agreement-ahead-with-quick-win-solutions-18790/>

Figures of the week: Wage growth and employment in Africa. The Brookings Institute <https://www.brookings.edu/blog/afrika-in-focus/2018/12/07/figures-of-the-week-wage-growth-and-employment-in-africa/>

Social Institutions and Gender Index. OECD. <https://www.genderindex.org/>

2018 Africa Sustainable Development Report. The UN Economic Commission for Africa

<https://www.uneca.org/publications/2018-africa-sustainable-development-report>
Support for SDG Implementation. UNDP. <http://www.2030agenda.undp.org/content/2030agenda/en/home.html>
‘We are the first generation to fully understand climate change and the last generation to be able to do something about it’, said the UN weather agency chief. <https://news.un.org/en/story/2018/11/1026981>
The rise in investment capital in sub-Saharan Africa offers opportunities, but also carries risks. IMF
<https://www.imf.org/en/News/Podcasts/All-Podcasts/2018/11/27/capital-flows>
The Africa Visa Openness report 2018. Visa Openness Index. <https://www.visaopenness.org/our-findings/>
How to spend €89.2 billion: Early developments in international cooperation programming. ECDPM
<https://ecdpm.org/publications/how-to-spend-89-2-billion-early-developments-international-cooperation-programming/>
Industrialising Africa one nut at a time. ECDPM
<https://ecdpm.org/talking-points/industrialising-africa-one-nut-at-a-time/>
Here’s How the Countries Most Vulnerable to Climate Change Can Continue to Lead on Climate Action. The World Resources Institute. <https://www.wri.org/blog/2018/11/heres-how-countries-most-vulnerable-climate-change-can-continue-lead-climate-action>
The Economic Value of Peace 2018. The Institute for Economics and Peace
<https://reliefweb.int/report/world/economic-value-peace-2018>
How To Deal With Fragile States: Three Takeaways From This Week’s Paris Peace Forum. The Rockefeller Foundation
<https://www.rockefellerfoundation.org/blog/deal-fragile-states-three-takeaways-weeks-paris-peace-forum/>
Can ‘voluntary colonialism’ stop migration from Africa to Europe? BBC News
<https://www.bbc.com/news/world-africa-46017551>
What’s holding back free movement of people across Africa? The New Times
<https://www.newtimes.co.rw/news/whats-holding-back-free-movement-people-across-africa>
DRC elections: The field, the rules and the potential game-changers. African Arguments
<https://africanarguments.org/2018/11/20/drc-elections-field-rules-game-changers/>
African countries disrupt internet connectivity more than anywhere. Quartz Africa. <https://www.msn.com/en-us/news/technology/africa-disrupts-internet-connectivity-more-than-anywhere-else/ar-BBPSNcu>
Five new ways to promote African industrialisation. ODI
<https://www.odi.org/comment/10704-five-new-ways-promote-african-industrialisation>
Global growth is slowing amid rising trade and financial risks. OECD
<http://www.oecd.org/newsroom/global-growth-is-slowing-amid-rising-trade-and-financial-risks.htm>
New EIB study on banking in Africa: delivering on financial inclusion, supporting financial stability. The European Investment Bank. <http://www.eib.org/en/infocentre/press/releases/all/2018/2018-294-new-eib-study-on-banking-in-africa-delivering-on-financial-inclusion-supporting-financial-stability.htm>
The future of development cooperation: Six ways the EU can innovate. The European Think Tanks Group
<https://ettg.eu/2018/11/19/the-future-of-development-cooperation-six-ways-the-eu-can-innovate/>
EU and Africa should do more to defend common interests. The Parliament Magazine
<https://www.theparliamentmagazine.eu/articles/opinion/eu-and-africa-should-do-more-defend-common-interests>
Morocco’s Africa policy. IISS. <https://www.iiss.org/publications/strategic-comments/2018/moroccos-africa-policy>
AU Reforms: Strengthening the Union to better serve Africa. The African Union. <https://au.int/en/AUReforms/areas>
VIDEO: AU reforms not an end but a means - Kagame. The New Times
<https://www.newtimes.co.rw/news/kagame-au-reforms>
Brexit Negotiations: What is in the Withdrawal Agreement. The European Commission
http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-18-6422_en.htm
What’s at stake for aid in the Brexit deal? Devex
<https://www.devex.com/news/what-s-at-stake-for-aid-in-the-brexit-deal-93760>
Measuring the Potential Contribution of Development Finance Institutions to Economic Transformation. ODI
<https://www.odi.org/publications/11182-measuring-potential-contribution-development-finance-institutions-economic-transformation>
Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2019. OECD
<http://www.oecd.org/dac/global-outlook-on-financing-for-sustainable-development-2019-9789264307995-en.htm>
Blended Finance in the Least Developed Countries. UNCDF, Convergence, OECD, Southern Voice, UN Foundation
<http://www.uncdf.org/invitation-blended-finance-in-the-lDCs>
Electrifying Africa’s Labor Market. Project Syndicate. <https://www.project-syndicate.org/commentary/sub-saharan-africa-energy-needs-employment-opportunities-by-mugo-kibati-and-gilles-vermot-desroches-2018-11>
Development Agencies: Fit for the Future? The Center for Global Development
<https://www.cgdev.org/blog/development-agencies-fit-future>
HOW ADDRESSING DIVISIONS ON AFRICAN MIGRATION INSIDE THE EU CAN STRENGTHEN TRANSNATIONAL DEVELOPMENT. The German Development Institute. <https://www.die-gdi.de/en/briefing-paper/article/how-addressing-divisions-on-african-migration-inside-the-eu-can-strengthen-transnational-development/>
Eritrea-Ethiopia peace leads to a refugee surge. IRIN
<https://www.irinnews.org/news-feature/2018/11/15/eritrea-ethiopia-peace-leads-refugee-surge>
Africa’s most powerful women. Deutsche Welle
<https://www.msn.com/en-za/news/world/africas-most-powerful-women/ss-BBPRj6z>
Old Wine in New Bottles? 6 ways to tell if a programme is really ‘doing development differently’. Oxfam
<https://oxfamblogs.org/fp2p/old-wine-in-new-bottles-6-ways-to-tell-if-a-programme-is-really-doing-development-differently/>
Is the Donor Agenda for the SDGs Making Aid a Tool of Inequity? The Center for Global Development
<https://www.cgdev.org/blog/donor-agenda-sdgs-making-aid-tool-inequity>

How Do You Measure Aid Quality and Who Ranks Highest? The Center for Global Development

<https://www.cgdev.org/blog/how-do-you-measure-aid-quality-and-who-ranks-highest>

SIPRI Searchlight: Towards peace, justice and inclusive governance by 2030. ISSAT

<https://issat.dcaf.ch/Learn/Resource-Library2/Videos/SIPRI-Searchlight-Towards-peace-justice-and-inclusive-governance-by-2030>

Africa needs a green revolution. The Economist

<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2018/11/03/africa-needs-a-green-revolution>

Preventing nutrient loss and waste across the food system: Policy actions for high-quality diets. Global Panel

<http://glopan.org/sites/default/files/Downloads/GlopanFoodLossWastePolicyBrief.pdf>

The colours of food security

<https://www.colours-of-food-security.com/>

Reality Check: Is China burdening Africa with debt? BBC News. <https://www.bbc.com/news/world-africa-45916060>

Adesina shares vision to transform Africa through investment not aid. The African Development Bank Group

<https://www.afdb.org/en/news-and-events/adesina-shares-vision-to-transform-africa-through-investment-not-aid-18663/>

Africa-Europe Alliance: boosting sustainable energy investments in Africa. The European Commission

http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-6313_en.htm

The Big Five' trends that will affect business in Africa. The African Development Bank Group

<https://www.afdb.org/en/news-and-events/if-you-want-to-know-the-big-five-trends-that-will-affect-business-in-africa-this-is-the-book-to-read-18671/>

Can Blended Finance and Industrial Policy Work Together to Provide the Financing Developing Countries Need? The

Center for Global Development. <https://www.cgdev.org/blog/can-blended-finance-and-industrial-policy-work-together-provide-financing-developing-countries>

Migration a Major Issue in EU's Relations with 79 African, Caribbean and Pacific States. IDN - InDepthNews

<https://www.indepthnews.net/index.php/global-governance/acp-group-of-states/2275-migration-a-major-issue-in-eu-s-relations-with-79-african-caribbean-and-pacific-states>

UK accuses EU of Brexit bias as it refuses to endorse aid spending. The Guardian

<https://www.theguardian.com/politics/2018/nov/06/uk-accuses-eu-brexit-bias-refuses-endorse-aid-budget-spending>

The Beginning of the Post-Merkel Era. Der Spiegel Online. <http://www.spiegel.de/international/germany/after-angie-what-comes-next-for-germany-s-conservatives-a-1236841.html>

Sahle-Work Zewde becomes Ethiopia's first female president. BBC News

<https://www.bbc.com/news/world-africa-45976620>

Migration and the 2030 Agenda for Sustainable Development: an interactive tool. ODI

<https://www.odi.org/opinion/10492-migration-and-2030-agenda-sustainable-development-interactive-tool>

Sliding towards disaster: migration in European-African relations. SAIIA

<https://saiia.org.za/research/sliding-towards-disaster-migration-in-european-african-relations/>

The Labor Market Integration of Migrants in Europe: New Evidence from Micro Data. IMF

<https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2018/11/01/The-Labor-Market-Integration-of-Migrants-in-Europe-New-Evidence-from-Micro-Data-46296>

Malnutrition is a staggering global burden - we must give new meaning to the food we eat. The Telegraph

<https://www.telegraph.co.uk/news/2018/10/16/malnutrition-staggering-global-burden-must-give-new-meaning/>

Transforming the global food system. Nature. <https://www.nature.com/articles/d41586-018-07094-6>

Those who produce food are among world's hungriest - UN rights expert. UN News

<https://news.un.org/en/story/2018/10/1023992>

African Governments Are Paying for the World Bank's Mauritius Miracle. Foreign Policy

<https://foreignpolicy.com/2018/10/18/african-governments-are-paying-for-the-world-banks-mauritian-miracle-malawi-mauritius-offshore-tax-havens-evasion-ifc/>

Information is everything: how private actors are shifting Kenya's household energy landscape. The European Think Tanks

Group. <https://ettg.eu/2018/10/29/information-is-everything-how-private-actors-are-shifting-kenyas-household-energy-landscape/>

Access to electricity is growing rapidly around the world—except in Africa. Quartz Africa

<https://qz.com/africa/1447621/africa-electrification-rate-slowest-globally/>

Africa's rising debt: how to avoid a new crisis. ODI

<https://www.odi.org/publications/11221-africas-rising-debt-how-avoid-new-crisis>

"The situation is unbearable": Life under Zimbabwe's economic crisis. African Arguments

<https://africanarguments.org/2018/10/31/zimbabwe-economic-crisis-situation-unbearable/>

Integrate regionally for stronger, sustainable growth in resource-rich sub-Saharan Africa. The Brookings Institute

<https://www.brookings.edu/blog/future-development/2018/10/24/integrate-regionally-for-stronger-sustainable-growth-in-resource-rich-sub-saharan-africa/>

What's at stake as EU, Africa, Caribbean, Pacific, negotiate new accord. Devex

<https://www.devex.com/news/what-s-at-stake-as-eu-africa-caribbean-pacific-negotiate-new-accord-93568>

Act now or a billion young Africans will be undone by 2050 - Mandela widow. The Guardian

<https://www.theguardian.com/global-development/2018/nov/01/act-now-or-a-billion-young-africans-will-be-undone-by-2050-mandela-widow-graca-machel-african-child-policy-forum-report>

Promoting gender in the EU external response to migration: The case of the Trust Fund for Africa. ECDPM

<https://ecdpm.org/publications/promoting-gender-eu-external-response-migration-trust-fund-africa/>

EU development aid fell in 2017, reveals new report. EURACTIV

<https://www.euractiv.com/section/development-policy/news/eu-development-aid-fell-in-2017-reveals-new-report/>

Northern Africa: Europe's new border guard? EURACTIV

<https://www.euractiv.com/section/global-europe/opinion/thur-northern-africa-europes-new-border-guard/>

Ties between African countries and China are complex. Understanding this matters. The Conversation

<https://theconversation.com/ties-between-african-countries-and-china-are-complex-understanding-this-matters-104700>

Africa must safeguard its sovereignty from superpower rivalries. Daily Nation

<https://www.nation.co.ke/oped/opinion/Africa-must-safeguard-its-sovereignty/440808-4814590-ynus87/index.html>

2018 The State of Food and Agriculture - Migration, Agriculture and Rural Development. FAO

<http://www.fao.org/state-of-food-agriculture/ru/>

Bill Gates, in the European Parliament on climate change: There will be suffering! Transport, heating houses, industrial economy have to change. Business Review

<http://business-review.eu/international/bill-gates-in-the-european-parliament-climate-change-is-the-most-important-problem-of-the-day-there-will-be-suffering-transport-heating-houses-or-industrial-economy-have-to-change-188066>

Mobilisation of tax revenues in Africa - State of play and policy options. The Brookings Institute

<https://www.brookings.edu/research/mobilization-of-tax-revenues-in-africa/>

EU budget must support ambitious new Africa partnership. EURACTIV

<https://www.euractiv.com/section/development-policy/opinion/eu-budget-must-support-ambitious-new-africa-partnership-say-former-ministers/>

Africa's trade contradictions could cost the continent - A united EU negotiating with a fragmented AU isn't ideal, and could jeopardise potential post-Cotonou benefits. Institute for Security Studies

<https://issafrica.org/iss-today/africas-trade-contradictions-could-cost-the-continent>

Why the World Bank's optimism about global poverty misses the point. The Conversation

<https://theconversation.com/why-the-world-banks-optimism-about-global-poverty-misses-the-point-104963>

Africa: The last frontier for eradicating extreme poverty. The Brookings Institute

<https://www.brookings.edu/blog/future-development/2018/10/17/africa-the-last-frontier-for-eradicating-extreme-poverty/>

What are the Likely Implications of Brexit for Africa? Brexit Institute News

<http://dcubrexitinstitute.eu/2018/10/what-are-the-likely-implications-of-brexit-for-africa/>

Ethiopia To Introduce Visas Issuance On Arrival For African Travelers. FANABC

<https://fanabc.com/english/2018/10/3734/>

IOM Launches Guide to Harness Migration's Positive Contribution to Sustainable Development. IOM

<https://www.iom.int/news/iom-launches-guide-harness-migrations-positive-contribution-sustainable-development>

Africa Decides: All the upcoming elections and votes. African Arguments

<https://africanarguments.org/2018/10/08/africa-decides-all-upcoming-votes-african-elections/>

Without change and reform, the EU will remain irrelevant to a majority of its citizens. Friends of Europe

https://www.friendsofeurope.org/sites/default/files/media-files/infographic_web_0.pdf

Post-Conflict, Fragile States Exchange Lessons on Economic Resilience. IISD

<http://sdg.iisd.org/news/post-conflict-fragile-states-exchange-lessons-on-economic-resilience/>

Security Dimensions of Illicit Financial Flows. The Carnegie Endowment for International Peace

<https://carnegieendowment.org/2018/10/11/security-dimensions-of-illicit-financial-flows-pub-77481>

Transforming Agriculture in Africa & Asia: What are the policy priorities? IISD

<https://www.iisd.org/library/transforming-agriculture-africa-asia-what-are-policy-priorities>

From Planning to Action: Mainstreaming Climate Change Adaptation Into Development. The World Resources Institute

<https://www.wri.org/publication/climate-planning-to-action>

Making the Global Financial System work for all. The G20 Eminent Persons Group on Global Financial Governance

<https://www.globalfinancialgovernance.org/assets/pdf/G20EPG-Full%20Report.pdf>

To implement the SDGs, the EU needs to be consistent. EURACTIV

<https://www.euractiv.com/section/development-policy/opinion/to-implement-the-sdgs-the-eu-needs-to-be-consistent/>

Human Capital Project. The World Bank

<https://www.worldbank.org/en/publication/human-capital>

Improving the efficiency and legitimacy of the EU: A bottom-up approach. Bruegel

<http://bruegel.org/2018/10/improving-the-efficiency-and-legitimacy-of-the-eu-a-bottom-up-approach/>

'Europe has turned its back on Africa', say leaders. EURACTIV

<https://www.euractiv.com/section/development-policy/news/europe-has-turned-its-back-on-africa-say-leaders/>

SADC industrialisation: Where regional agendas meet domestic interests. ECDPM

<https://ecdpm.org/publications/sadc-industrialisation-regional-agendas-domestic-interests/>

Come Home and Sell the Coffee: Burundi Insists Crisis Is Over. Bloomberg

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-10-01/come-home-and-sell-the-coffee-burundi-insists-crisis-is-over>

EU migration 'crisis' and African complicity in migration management. SAIIA

<http://saiia.org.za/research/eu-migration-crisis-and-african-complicity-in-migration-management/>

Special Report on the Impact of Global Warming. The UN Intergovernmental Panel on Climate Change

<https://www.ipcc.ch/sr15/>

African countries seek relief from Chinese loans. The East African. <https://www.theeastafrican.co.ke/business/African-countries-seek-relief-from-Chinese-loans-/2560-4763776-6grapjz/index.html>

Africa-to-Africa (A2A) Investment Report - A first look. The African Development Bank. <https://www.afdb.org/en/news-and-events/african-development-bank-launches-first-africa-to-africa-a2a-investment-report-18518/>

Opinion - Blended finance for meeting the SDGs. Live Mint

<https://www.livemint.com/Opinion/8CHYY8W6yx9nbeVACwkUjP/Opinion--Blended-finance-for-meeting-the-SDGs.html>

TRACK AFRICAN PROGRESS ON SDGs. Africa SDG Index and Dashboards. <https://africasdgindex.org/>
'SDG Impact' to help unlock investment in Global Goals. UNDP
http://www.undp.org/content/undp/en/home/news-centre/news/2018/UNDP_launches_SDG_Impact_to_help_unlock_investment_in_the_UN_Global_Goals/
Twice as many African presidents made it to China's Africa summit than to the UN general assembly. Quartz Africa
<https://qz.com/africa/1414004/more-african-presidents-went-to-chinas-africa-forum-than-un-general-assembly/>
Senegal the first African country to host Olympic Games. Al Jazeera
<https://www.aljazeera.com/news/2018/10/senegal-african-country-host-olympic-games-181004121049481.html>
Working with the grain of African integration. ECDPM
<https://ecdpm.org/publications/working-with-the-grain-of-african-integration/>
EU-Africa relations: Time for a reset? EURACTIV
<https://www.euractiv.com/section/africa/video/eu-africa-relations-time-for-a-reset/>
Three things Rwanda's President Paul Kagame told the UN about Africa. Face2face Africa
<https://face2faceafrica.com/article/three-things-rwandas-president-paul-kagame-told-the-un-about-africa>
UN Launches 2030 Strategy and Global Partnership Initiative for Youth. IISD
<http://sdg.iisd.org/news/un-launches-2030-strategy-and-global-partnership-initiative-for-youth/>
World Bank Updates Governance Indicators Data Set. IISD
<http://sdg.iisd.org/news/world-bank-updates-governance-indicators/>
How serious is the African Union about democracy? Institute for Security Studies
<https://issafrica.org/iss-today/how-serious-is-the-african-union-about-democracy>
More businesses commit to helping refugees thrive with new jobs, trainings, investment. The UN Refugee Agency
<https://www.unhcr.org/news/latest/2018/9/5babbecf4/businesses-commit-helping-refugees-thrive-new-jobs-trainings-investment.html>
Why Is Development Missing from the Migration Advisory Committee Report? The Center for Global Development
<https://www.cgdev.org/blog/why-development-missing-migration-advisory-committee-report>
What drives international migration? The European Commission
<https://ec.europa.eu/jrc/en/news/what-drives-international-migration>
2018 - The State of Food Security and Nutrition in the World. FAO
<http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/en/>
Economists are severely underestimating the amount of trade between African countries. Quartz Africa
<https://qz.com/africa/1402733/trade-between-african-countries-has-been-underestimated-by-economists/>
Resource-rich Africa can boost growth to reduce poverty. The Brookings Institute
<https://www.brookings.edu/blog/future-development/2018/09/25/resource-rich-africa-can-boost-growth-to-reduce-poverty/>
Ethiopia to Mauritius: how will Africa match jobs to its population boom? The Guardian
<https://www.theguardian.com/global-development/2018/sep/27/ethiopia-to-mauritius-how-will-africa-match-jobs-to-its-population-boom>
China-Africa: Implications for Europe. The Italian Institute for International Political Studies
<https://www.ispionline.it/en/publicazione/china-africa-implications-europe-21283>
Figures of the week: Progress on the Sustainable Development Goals in sub-Saharan Africa. The Brookings Institute
<https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2018/09/27/figures-of-the-week-progress-on-the-sustainable-development-goals-in-sub-saharan-africa/>
Which awful Devspeak words would you most like to ban? Your chance to vote on the Terrible Ten. Oxfam
<https://oxfamblogs.org/fp2p/which-awful-devspeak-words-should-we-ban-your-chance-to-vote/>
Brexit & International Development Cooperation. ECDPM
<https://ecdpm.org/events/brexit-international-development-cooperation/>
EU-IOM Joint Initiative for Migrant Protection and Reintegration: new web portal goes live. The European Commission
https://ec.europa.eu/europeaid/news-and-events/eu-iom-joint-initiative-migrant-protection-and-reintegration-new-web-portal-goes_en
EU asylum, borders and external cooperation on migration: Recent developments. European Parliament Think Tank
[http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_IDA\(2018\)625194](http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_IDA(2018)625194)
How the political economy of agriculture holds Africa back. The East African
<https://www.theeastafrican.co.ke/oped/comment/How-the-political-economy-of-agriculture-holds-Africa-back/434750-4758280-dydjbs/index.html>
Why are so many people hungry? FAO. <https://soundcloud.com/unfao/hunger2018>
EU support for the African Peace and Security Architecture: poor effect and in need of refocusing. The European Court of Auditors. <https://www.eca.europa.eu/en/Pages/NewsItem.aspx?nid=10602>
WTO members review two regional trade agreements covering Africa, the Caribbean and the EU. WTO
https://www.wto.org/english/news_e/news18_e/rta_18sep18_e.htm
Out of Africa: the facts about EU tariffs on African exports. Full Fact
<https://fullfact.org/europe/out-africa-facts-about-eu-tariffs-african-exports/>

Pour toute demande d'information/commentaire/contribution au Newsletter, veuillez contacter :
AISBL ACPLGP - Avenue Eugène Plasky, 8/12 - 1030 Bruxelles, Belgique
Tél : +32.(0)2.732.85.62 - Fax : +32.(0)2.742.36.73
Email : platform@acplgp.net - Site web : www.acplgp.net